

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1421

Artikel: Gauche, le débat autour de la troisième voie. Partie 5, Quand la gauche choisit d'être moderne
Autor: Bossy, Claude
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025940>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quand la gauche choisit d'être moderne

Tony Blair a opté pour une stratégie politique visant à conquérir la classe moyenne. Au détriment des chômeurs et des plus défavorisés de la société. Cinquième chapitre de notre série, avec Claude Bossy.

ON CONFOND SOUVENT les adversaires de la stratégie adoptée par Tony Blair et ceux qui refusent de s'identifier à ses objectifs prioritaires. Le *Financial Times*, jugeant, il y a peu, que Lionel Jospin est en train de manquer la modernisation de la gauche française, alors que pour sa part le premier ministre britannique la réussit dans son pays, procède de la même confusion.

Des lacunes importantes dans le programme du Labour

L'essentiel est de savoir ce que l'on entend par « gauche » et d'éviter des notions plus médiatiques que politiques: qu'une politique soit moderne ou non n'intéresse que les médias, l'important est qu'elle soit efficace.

Et l'efficacité à laquelle pense le grand quotidien britannique est celle de l'Etat, que Tony Blair aurait grandement améliorée. L'on peut faire sienne cette constatation et cependant se poser la question des objectifs de cette amélioration. L'objectif de la sécurité publique par exemple est positif en soi, mais lorsque l'Etat met au point une politique de répression qui fait l'impasse sur la violence créée par l'organisation sociale – par exemple en tolérant le chômage de longue durée des jeunes – on peut juger son action négative.

Le dispositif étatique a des priorités qui sont fonction de l'orientation politique réelle d'un gouvernement. Dans celui de Tony Blair, on constate une lacune énorme, à savoir l'absence d'une politique efficace en matière de création d'emplois, de lutte contre le chômage. Bien entendu, Tony Blair n'est pas sommé d'envisager des mesures administratives contre le chômage structurel – même si aujourd'hui la conjoncture économique permet de constater une amélioration – mais d'utiliser sa méthodologie, un dispositif incitatif, pour lutter contre ce qui, d'un point de vue de gauche, constitue le dysfonctionnement majeur de l'économie et de la politique.

Le chômage contre l'inflation

Le maintien du chômage à son niveau actuel favorise les acteurs majeurs de l'économie, les détenteurs de capitaux et ceux qui les représentent. Il améliore la rémunération du capital en faisant pression sur les salaires, le rythme de travail et fait admettre une flexibilité (pour les cadres) et une précarité (pour les autres) bien utiles au modèle actuel de globalisation. Sans même parler de son utilité contre l'inflation, cet épouvantail des investisseurs. Cette analyse, de nombreux observateurs l'avaient faite au début des années quatre-vingt-dix avec l'explosion du chômage, puis chacun s'est depuis lors résigné à ce qui paraît irréversible.

Au début de son mandat, Lionel Jospin a expérimenté plusieurs projets visant à modifier l'assiette des charges sociales dans les entreprises au détriment du capital; en effet, la taxation actuelle du seul travail par les charges sociales est une des causes premières du chômage. Il y a vite renoncé quand il a compris que, dans la situation de dépendance où se trouve la France à l'égard des capitaux étrangers, l'économie nationale ne pouvait prendre ce risque.

Le choix de Tony Blair est plus simple. Comme tous les partis sociaux-démocrates, le Labour ne peut parvenir et se maintenir au pouvoir sans l'appui de la classe moyenne ou du moins d'une partie non négligeable de celle-ci. En Angleterre, après l'ère Thatcher, cette classe souffre de la dégradation du service public, particulièrement en matière d'enseignement et de santé, et aspire à des prestations de meilleure qualité.

Une stratégie politique et électorale qui proposerait simultanément une relance du service public, une modification importante des méthodes d'intervention de l'Etat (remise en question de la fonction publique) et une lutte décidée contre le chômage accumulerait les difficultés et coaliserait les adversaires. Il fallait sacrifier quelqu'un pour réussir et Tony Blair a sacrifié les

chômeurs, principalement les chômeurs de longue durée, jeunes, vieux, étrangers, peu ou pas qualifiés, une population qui doit représenter le quart ou le tiers des travailleurs. De plus, il est vrai, que, sur le plan électoral, ils constituent les électeurs les moins rentables, les moins mobilisables. L'autre choix – imposer aux détenteurs du capital un partage de leur rémunération pour lutter contre le chômage – aurait débouché sur un affrontement d'une très grande violence sur un terrain difficile, et dont l'issue est loin d'être garantie tant la détermination de l'adversaire est grande et la création d'emplois difficile.

Quelle est la priorité centriste?

Ce qui distingue cette priorité centriste décidée par Tony Blair de l'orientation générale de l'ensemble de la social-démocratie occidentale, c'est surtout sa clarté; les priorités de fait des autres partis ne sont guère différentes. Même l'extrême gauche française et romande a fait un calcul presque identique, puisque derrière sa défense de l'Etat elle privilégie cette partie de la classe moyenne qui appartient à la fonction publique.

L'exclusion des plus faibles par le chômage, commencée vers 1974, et qui semble maintenant acquise et perdure à des niveaux plus ou moins élevés dans une économie extrêmement dynamique, constitue l'élément politique le plus significatif de notre époque. La gauche s'est résignée à l'admettre pour avoir des chances d'accéder au pouvoir.

Cet abandon des plus faibles se répercute sur le plan politique. Lutter pour la démocratie implique le refus de l'exclusion d'une partie de la population. La montée de l'extrême droite en Europe est pour partie la conséquence de la situation d'abandon que vivent les plus défavorisés depuis que la gauche a choisi d'être moderne.

Claude Bossy